



Manifeste du PG pour les élections régionales

Le pays souffre. La crise le frappe. La droite l'accable. La gauche doit le relever. Sur le front de l'environnement et de l'emploi, les conséquences de la crise iront en s'aggravant. En résistance, les luttes sociales et écologiques ne faiblissent pas. Elles sont des signes du refus de ces politiques qui font de la concurrence un horizon indépassable. Elles incarnent ainsi l'intérêt général face aux intérêts particuliers. En cela elles indiquent le chemin à suivre.

Dans ce contexte, nous affirmons que les politiques régionales aujourd'hui nécessaires doivent marquer des ruptures. Nous proposons une méthode transversale. Elle implique une planification dans plusieurs domaines pour définir des objectifs précis au service de la solidarité, que ce soit face aux problèmes sociaux et écologiques ou aux inégalités territoriales. Il s'agit de développer la coordination des politiques régionales, autour des priorités suivantes : renforcement des services publics, politique de l'emploi en faveur de la relocalisation des activités, de l'économie sociale et solidaire et de la redistribution des revenus, développement des transports collectifs, politique en faveur du logement pour tous, désenclavement des quartiers populaires. Et pour nous, la clef de tout programme de ruptures, c'est l'implication populaire dans le processus des changements qu'il faut organiser.

Avec ce manifeste, il s'agit pour nous de tracer les lignes forces pour les échéances régionales. Elles s'inscrivent pleinement dans le cycle politique qui ira jusqu'à la présidentielle puis les législatives de 2012. Ainsi pour le PG, ces élections sont le moment d'une confrontation avec la droite sur le choix du modèle de société à promouvoir et à construire.

Battre la droite

Pour comprendre l'enjeu des élections régionales, il faut les situer dans leur contexte politique général. Depuis sa victoire aux élections européennes, la droite domine le terrain politique, social, idéologique. Elle rencontre des résistances : heureusement la gauche sociale est encore là ! Le Parti de Gauche continuera à s'associer aux luttes qui se mènent dans des conditions si difficiles face au pouvoir et au patronat, dans un grand nombre de territoires métropolitain et d'Outre-mer. Mais malgré ces mobilisations souvent exemplaires, la droite gouverne sans renoncer à un seul de ses objectifs. Elle parvient même à tirer argument de la crise pour « accélérer les réformes ».

Cette domination de la droite repose en grande partie sur le vide politique à gauche. Bien sûr celui-ci s'explique par la conversion croissante de la majorité du Parti Socialiste à la ligne démocrate : accompagnement du capitalisme, alliance au centre, transformation des partis historiques de la gauche en machines électorales dépolitisées. Le ralliement aux primaires et à l'alliance avec le Modem s'y est généralisé. Seules s'expriment des divergences sur le calendrier et la manière de procéder. Les références à l'Italie ou aux Etats-Unis sont désormais incessantes. Pourtant ces pays montrent bien que la mise en œuvre de la ligne démocrate débouche sur des désastres. C'est inévitable, car l'alliance avec le « centre » interdit l'élaboration d'un projet proposant les transitions indispensables pour sortir du capitalisme qui menace aujourd'hui l'humanité.

Mais l'autre gauche a aussi sa part de responsabilité. Sa division la handicape lourdement. En constituant le Front de Gauche, le Parti de Gauche et le Parti Communiste Français, rejoints par Gauche Unitaire ont commencé à rassembler l'autre gauche. Cette unité nouvelle a produit une dynamique électorale. Elle a représenté un espoir pour des milliers de militants syndicalistes, associatifs et des citoyens cherchant un cadre politique capable d'inverser les rapports de force. Reste que le bon résultat global de l'autre gauche lui donne une responsabilité nouvelle.

A quoi peut servir l'autre gauche dans notre pays ? Le productivisme produit déjà une catastrophe écologique aux effets croissants et partiellement irréversibles. Les acquis sociaux et républicains qui font la personnalité particulière de notre pays sont effacés un à un. Face à la crise historique du capitalisme, la contestation est indispensable mais elle doit déboucher sur des politiques en actes. Il y a donc urgence à construire une alternative majoritaire, pour battre la droite et gouverner autrement. Cette urgence interpelle toute l'autre gauche. Elle nous impose de nous donner l'ambition et les moyens de battre la droite en 2012 et de conduire un gouvernement capable d'engager les transitions nécessaires au dépassement du capitalisme.

C'est pourquoi les régionales s'inscrivent dans la séquence politique qui va jusqu'aux élections de 2012. D'ailleurs, au PS, les partisans les plus résolus de la ligne démocrate sont bien déterminés à en faire le banc d'essai de l'alliance avec le Modem. En outre, on sait que la gestion des régions est enserrée dans des contraintes nationales extrêmement fortes. Les marges de manœuvre budgétaires sont très limitées. Les régions subissent le désengagement de l'Etat. Et elles doivent en gérer ses conséquences souvent désastreuses : régionalisation des services publics, transferts fiscaux vers des impôts locaux non redistributifs, mise en concurrence des territoires dans la lutte pour garder les emplois, soutien à des activités économiques en contradiction avec des discours de sobriété énergétique, soumission aux normes européennes de libre concurrence... Ainsi, le risque est grand pour les régions d'accompagner la mise aux normes libérales du pays, dès lors qu'elles ne s'inscrivent pas dans une bataille pour changer les règles du jeu au plan national et européen.

Les changements nécessaires face à la crise ne peuvent être conduits à la seule échelle d'une région. C'est au plan national et européen que l'on peut réaliser la planification écologique, repenser un mode de consommation plus écologique, refonder la République et des systèmes de solidarité collectifs, réaliser l'émancipation sociale, individuelle et collective. C'est pourquoi nous devons aborder l'élection régionale puis la gestion des régions comme des moments du combat national contre la droite et de la transformation radicale de la société.

Faire des régions des points d'appui pour un changement de société

Nous ne pouvons, évidemment, aborder cette élection sans prendre en compte le contexte de réformes territoriales : suppression de la Taxe Professionnelle, créations de Métropoles, changement du mode de scrutin, remise en cause de la clause générale de compétence, Grand Paris... Pas moins de 4 projets sont prévus dessaisissant davantage encore les citoyens de leur droit à participer aux choix institutionnels qui les concernent en premier lieu. Ce n'est malheureusement pas une loi proposant le droit de vote des immigrés aux élections qui est dans les cartons, mais des projets qui modifient en profondeur les relations et les moyens de chacune des collectivités territoriales. Ces projets vont aggraver la crise démocratique. Pour toutes ces raisons nous agissons pour leur retrait.

Faute d'une vraie coordination politique entre elles, grisées par ce qu'elles croyaient être un accroissement de leur pouvoir avec la décentralisation, enfermées dans l'illusion de la "bonne application locale" de mauvais dispositifs législatifs, les régions ne sont pas parvenues à s'opposer à la droite. Certes, dans certains domaines, des politiques très positives ont été mises en œuvre et mieux vaut des régions gérées par la gauche que des régions dirigées par la droite. Mais force est de constater que la victoire de la gauche dans 20 régions métropolitaines sur 22 n'a pas été un point d'appui pour la conquête de la majorité politique dans le pays. Ainsi elles n'ont en rien empêché le transfert des personnels TOS des lycées aux régions.

Ce constat appelle des remises en cause profondes des choix politiques opérés jusqu'ici. Les lois de décentralisation de 2004 ont transféré des compétences sans allouer les moyens nécessaires. Elles ont ainsi fragilisé les politiques publiques. Et n'ont en rien rapproché la décision du citoyen, prétexte souvent évoqué pour les justifier. En final, cette décentralisation aboutit à la réduction des missions, l'externalisation sous couvert de mise en concurrence (soit disant pour des raisons d'efficacité et d'économie) voire à la privatisation de services publics... du fait de la marchandisation qu'elle induit.

Beaucoup d'élus du PS pensent que leur gestion locale est excellente et que c'est uniquement le processus de désignation des candidats à l'élection présidentielle qu'il faudrait changer à l'avenir. Ce n'est pas notre analyse. La gestion locale de la gauche n'est pas à l'heure actuelle un point d'appui pour éveiller politiquement des consciences de gauche, ni pour donner à voir ce que serait une politique alternative conduite au niveau gouvernemental.

Au contraire, les échecs nationaux de la gauche ont souvent conduit les élus locaux à la dépolitisation, au consensus, à un soi-disant bon sens revendiqué au nom de la proximité. Cela brouille les clivages et les enjeux. Cela contribue à l'affaiblissement de la gauche. Le repli sur une étroite gestion locale a fait perdre de vue les enjeux nationaux et internationaux. Et souvent conduit à renoncer à la confrontation avec la droite.

En ce qui concerne l'organisation territoriale, l'enjeu est de déterminer l'échelle pertinente pour la mise en œuvre de l'intérêt général. De ce point de vue, il ne nous paraît pas souhaitable que les régions acceptent ou financent certaines compétences. Cela est vrai concernant l'enseignement supérieur et la recherche. En effet, cela ne fait que favoriser la concurrence entre les universités, les territoires et les filières et contribue à entériner l'inégalité d'accès aux savoirs. Et cela ne répond en rien à l'enjeu réel qui est la démocratisation de l'enseignement supérieur. D'autant plus que la loi « Libertés et Responsabilités des Universités », dont nous demandons l'abrogation, instaure en dogme l'autonomie des établissements et renforce la mobilisation de crédits privés en leur sein. Cela menace le service public d'enseignement supérieur en favorisant sa marchandisation et en accompagnant la remise en cause du statut des personnels.

Le projet régional du Parti de Gauche ne peut donc être séparé de son programme pour le pays. C'est tout l'inverse. Nous voulons faire des élections régionales un grand moment de confrontation et d'éducation politique opposant des solutions alternatives de gauche aux politiques menées par la droite. Nous voulons démontrer dans les régions qu'il serait possible de répondre à la crise en gouvernant autrement le pays. Même s'il ne s'agit en rien de laisser croire aux électeurs qu'une collectivité territoriale de gauche peut transformer la vie des habitants, sans un changement radical des politiques conduites par le gouvernement et l'Europe. Celui-ci rend nécessaire l'implication citoyenne comme condition d'une victoire de la gauche dans les échéances nationales. Ainsi, nos victoires aux régionales seront des points d'appui pour battre la droite aux élections nationales.

Notre ambition : des régions émancipatrices au service du progrès humain

La crise actuelle n'est pas conjoncturelle : elle révèle les limites atteintes et les dangers du capitalisme. Elle appelle des mesures d'urgence et les premières transitions indispensables pour sortir de ce système. Notre action au plan régional permettra de protéger les citoyens face à la crise économique par la mise en place d'éléments du bouclier social que nous défendons pour le pays. Elle dessinera aussi une alternative au capitalisme. Son fil conducteur sera l'émancipation au service du progrès humain. Car le capitalisme est un système global et englobant qui assure son emprise à travers une domination économique, idéologique et culturelle... C'est en cela que notre projet s'oppose point pour point à celui des libéraux.

Ce qui est au cœur de notre projet c'est le progrès humain. Cela suppose de rompre avec toutes les dominations.

La lutte contre l'ignorance exige l'école laïque, publique et obligatoire. L'aliénation au travail doit être combattue par un mode de développement où les salariés, à l'origine de la création des richesses, conquièrent une réelle citoyenneté dans l'entreprise. La sortie du productivisme par la planification écologique implique une remise en cause du tout publicitaire dans l'espace public. La bataille culturelle et l'éducation populaire doivent s'opposer à la domination du consumérisme. Ainsi, la défense et la promotion des créateurs, des lieux culturels, des œuvres sont de puissants leviers de résistance et de critique de l'ordre dominant.

De même la refondation de l'égalité républicaine permet de repenser celles des personnes en situations d'exclusion comme celles en situations de handicap pour assurer l'universalité des droits. De plus, plutôt que de créer des droits spécifiques à une supposée communauté d'intérêt, il faut établir l'égalité en droit et en traitement pour lutter contre les préjugés et les inégalités. N'est-ce pas particulièrement évident entre hommes et femmes ? La laïcité est le levier de ces émancipations.

Pour toute réponse à la relégation spatiale des catégories les plus défavorisées, dans les quartiers populaires, la droite impose des politiques sécuritaires entretenant racisme et stigmatisation des jeunes. D'autres évoquent des quartiers souffrant de "difficultés urbaines"... comme si démolir permettait de répondre à la question sociale. A rebours des idées reçues, nous voulons y faire valoir l'égalité républicaine des droits qui suppose d'y développer activités et services publics, reconquête de l'espace public et réhabilitation, avec l'implication des populations qui y vivent.

La domination des pays riches sur le reste du monde doit céder la place à une politique nouvelle de partenariats nord /sud, de coopération décentralisée. La logique de compétition génère toujours plus d'inégalités entre les territoires riches et les territoires pauvres. Substituons-lui une logique de coopération et de solidarité.

Les politiques émancipatrices que nous voulons voir mises en œuvre ne peuvent être conçues seulement pour lutter contre les inégalités au sein de chacune des régions. Favorables à un développement planétaire plus juste, nous devons transformer et repenser notamment le commerce. Faisons-en une relation d'échange et d'enrichissement mutuel pour qu'il ne soit plus une arme du Nord contre le Sud. Plus encore nous agissons en solidarité politique avec les organisations progressistes représentatives des peuples et les gouvernements, là où les processus de transformations sociales sont à l'œuvre.

Cela impose de casser la logique de compétition qui génère toujours plus d'inégalités entre les territoires riches et pauvres et de lui substituer une logique de coopération, de solidarité et de promotion de l'égalité des droits. La péréquation notamment entre Régions est un impératif de redistribution des richesses.

Aux inégalités sociales et territoriales peut s'ajouter aussi la dépendance. Les services à la personne, notamment le soutien à domicile, participent de l'autonomie. Mais le secteur médico-social souvent associatif, est aujourd'hui soumis au cadre de la concurrence, du fait de la loi Borloo dont nous demandons l'abrogation. Des centaines d'emplois associatifs sont aujourd'hui menacés. Les régions peuvent conduire une politique déterminée en initiant plusieurs actions. La qualification des salariés continue et initiale, le soutien aux organismes publics voire associatifs qui organisent ces services. L'aide à la reprise d'activité par les salariés eux-mêmes est parfaitement envisageable.

Nous adopterons ou généraliserons des dispositifs de soutien aux associations d'éducation populaire, mais aussi à des mouvements comme le planning familial.

Outre l'exigence du changement des lois concernant l'accueil et le séjour des immigrés, les moyens d'accueil des migrants sur l'ensemble du territoire seront renforcés. De même que le soutien aux associations qui les accompagnent.

La composition des conseils économiques et sociaux régionaux doivent être à l'image de la société en particulier en termes de parité, d'âge et de catégories sociales. Nous agissons en ce sens.

Nous proposons : la relocalisation et la socialisation de l'économie au service de l'emploi et de l'environnement

La catastrophe écologique appelle une remise en cause profonde de nos modes de production et de consommation. Le capitalisme pousse à la concentration de la production dans les endroits les plus rentables en fonction de la division internationale du travail. Cette logique est désastreuse du point de vue environnemental et humain. Et elle s'exerce à toutes les échelles, des continents aux territoires locaux. Elle pose aussi de graves problèmes d'emploi dans les territoires promis à une spécialisation économique croissante. Elle empêche les reconversions industrielles et entraîne un surchômage ouvrier. A quoi bon inciter les consommateurs à acheter des ampoules à basse consommation si celles-ci doivent être acheminées depuis la Chine devenu leur unique pays de production ? Comment mettre en œuvre d'autres modes de production respectueux des exigences environnementales et sociales sans recréer des circuits courts à tous les niveaux ? Comment assurer le droit au travail sur un territoire donné sans un tissu économique diversifié ?

Au plan national, le Parti de Gauche défend une politique de relocalisation de la production y compris industrielle. Il s'oppose au libre échange et dénonce l'idée selon laquelle la hausse du commerce mondial est nécessairement une bonne chose. C'est pourquoi nous défendons une nouvelle politique de développement économique dans les régions, partant du principe qu'il faut produire au niveau du territoire administré, tout ce qui peut l'être localement.

Nous rejetons la logique des pôles de compétitivité, qui pousse à la concentration sur quelques territoires des capacités de production, de recherche et d'innovation du pays. L'actualité abonde d'exemples d'entreprises délocalisées qui restaient parfois les seules en France, voire en Europe à maîtriser la production d'un bien essentiel. La perte de capacité de productions nécessaires au plan national est donc l'aboutissement d'un processus qui a commencé dans les régions elles-mêmes. On commence par concentrer la production dans un site unique en France, puis dans un site unique en Europe, avant sa délocalisation définitive vers un site unique dans le monde. De ce point de vue, nous dénonçons les entreprises qui utilisent les aides et les dispositifs sociaux financés par la collectivité pour mieux se restructurer et se délocaliser dans des zones moins disantes socialement, fiscalement, et/ou moins exigeantes sur le plan environnemental.

Pour le Parti de Gauche, les régions peuvent contribuer à un rééquilibrage économique en faveur d'une économie relocalisée et socialisée. Une économie aux activités diversifiées, plurielles et coopératives dans laquelle elles se réapproprient leurs richesses et ressources locales.

De même, les régions sont des lieux pertinents pour travailler à l'accompagnement de la reconversion à la fois écologique et sociale d'un certain nombre d'activités en crise ou en déclin. Une réflexion globale sur l'emploi et la formation accompagnée de mesures qui font écho à des dispositifs législatifs nécessaires, comme l'interdiction des licenciements boursiers, sont à mener et à adopter.

Pour le PG il s'agit de prolonger dans les politiques régionales le contenu de nos propositions de lois dites Bouclier Social :

- pas de financement aux entreprises qui licencient alors qu'elles rémunèrent leurs actionnaires et/ ou qu'elles font du profit.
- soutien juridique et financier aux Comités d'Entreprise ou aux salariés afin de favoriser la reprise de l'activité (droit de reprise par les salariés).
- en cas de non respect de la loi ou du code du travail, demande de mise sous séquestre des biens des entreprises qui délocalisent. En ce sens, nous étudierons la possibilité d'actionner de tels dispositifs au niveau des régions.

Les politiques dites d'aides aux entreprises seront conditionnées à la part des CDI, au refus des horaires fractionnés (très répandus dans les services), à la réduction du temps de travail, à l'égalité homme femme (rémunération, cadres /responsabilités), au mode de décision au sein de l'entreprise et à l'échelle de salaires... De même l'utilité sociale de la production, l'impact environnemental seront des critères.

Pour le PG, les régions devront aussi :

- contribuer au déploiement d'une économie sociale et solidaire et notamment développer des outils permettant aux salariés de reprendre à leur compte l'activité de leur entreprise. Les formes coopératives doivent en particulier être privilégiées, au service de la sauvegarde de l'emploi et du développement de la démocratie sociale.
- s'engager en faveur de la création d'outils économiques volontaristes consacrés à l'intérêt général (banques régionales, fonds d'investissements publics, participation publique dans certaines entreprises...). Ces outils permettront une relance du crédit indispensable pour l'aide et le soutien à l'emploi. Mais contrairement aux banques privées préoccupées par la seule rentabilité immédiate, leurs prêts reposeront sur des critères sociaux et environnementaux : relocalisation de l'activité, satisfaction des besoins sociaux, lutte contre le gaspillage frénétique des ressources...
- favoriser une agriculture vivrière et locale (cet aspect en fait par conséquent un outil d'aménagement du territoire) créatrice d'emplois dans le développement de circuits courts de distribution.
- encourager la création d'emploi dans les filières répondant aux nécessaires réorientations impliquées par la planification écologiques.

Nous proposons : la planification écologique

Les régions dirigées par la gauche devront être pionnières en matière de planification écologique. Elles la mettront en œuvre sur le territoire. Cela exigera l'évaluation des conséquences écologiques de tout projet, le refus des spécialisations spatiales coûteuses pour l'environnement et le bien être de tous. Nous engagerons les rapports de force nécessaires à sa mise en oeuvre.

C'est le cas sur deux enjeux environnementaux majeurs : l'air et l'eau. Ce sont des biens communs et auquel l'accès doit être garanti par des politiques publiques. Pour nous c'est un droit fondamental et inaliénable. Prenons un exemple. La pollution de l'air est causée pour une bonne part par le niveau de la circulation routière. Or la remise en cause de la place occupée par le mode routier dans les modes de transports implique une action publique en faveur du transport combiné, dont le ferroutage. Le relocalisation des productions socialement utiles en est l'autre versant.

A l'inverse, avec sa thèse du capitalisme vert, la droite veut faire croire que les évolutions nécessaires peuvent être prises en charge par le marché. Comme si il suffisait d'augmenter, par exemple, le prix de l'essence avec la taxe carbone pour que les alternatives à la voiture, enfin rentables, se développent. En réalité, la hausse du prix de l'essence comme la multiplication des embouteillages n'ont pas fait reculer significativement l'usage de la voiture individuelle et du tout routier. En effet faute d'une action sur l'urbanisme (en luttant contre l'étalement urbain et en développant des politiques de logement social en zone dense) ou sur la qualité de l'offre en transports publics, les solutions libérales sont illusoire. Les infrastructures de transport nécessaires se programment sur de longues années. Elles exigent des ressources considérables que seule la puissance publique peut engager. La planification écologique est donc l'outil indispensable d'une action globale inscrite dans la longue durée.

Aujourd'hui, l'augmentation incessante des volumes de trafic et ses conséquences –embouteillages, saturations, pollutions, bruit, coût- nous impose de repenser la mobilité : comment mener une politique publique de réduction des nuisances environnementales et sociales liées à la mobilité subie. En plus, les grandes infrastructures de transport, pensées à la seule aune de la vie économique, ont largement démontré qu'elles n'étaient pas des outils d'aménagement harmonieux du territoire. Les moyens existent pour lutter contre l'étalement urbain. Encore faut-il organiser à une échelle pertinente la vie de la population en matière de transport, d'habitat, d'implantation commerciale, d'emploi afin d'éviter la spécialisation des espaces tels que les zones dortoirs. Un véritable aménagement du territoire doit être pensé dans son ensemble. Et l'intérêt général ne peut être pensé comme le plus petit commun dénominateur des intérêts particuliers.

Le droit à l'eau, la promotion de modes de consommation plus sobres sont également incompatibles avec une gestion privée qui pousse au contraire à la consommation irraisonnée et qui tire profit de l'inégalité d'accès croissante à cette ressource.

Nous proposons que les régions mettent en place des structures régionales de gestion de l'eau. Ce afin d'inciter les communes à gérer ce bien commun en régie publique et de leur en fournir les moyens. De nouvelles politiques pourront alors être mises en œuvre, notamment sur le plan tarifaire : premiers mètres cubes gratuits afin de garantir le droit d'accès à ce bien commun, tarif progressif afin de décourager la surconsommation d'eau et la péréquation tarifaire afin de garantir l'égalité des citoyens.

Pour le Parti de Gauche, il s'agit de réorienter l'aménagement des régions selon des principes écologiques de protection des milieux et ressources naturels et de sobriété dans l'utilisation de ces dernières. Nous demandons :

- un moratoire sur toutes les nouvelles installations de grands équipements (portuaires, aéroportuaires, routiers, de production d'énergie...) pour vérifier la pertinence écologique et l'utilité sociale de ces équipements.

- le recours à des outils fonciers régionaux, appuyés par un financement d'Etat, afin de maîtriser l'envolée des prix du foncier, de garantir l'utilisation de l'espace à des fins d'intérêt général. Nous pourrions alors relancer réellement les constructions de logements sociaux qui doivent atteindre 30% en zone dense.

Dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture, il s'agit de développer une politique d'autosuffisance alimentaire et énergétique à l'échelle où cela est possible. Pour garantir l'accès à la terre aux paysans contre les appétits des promoteurs immobiliers, nous conventionnerons avec les associations du type « Terre de liens » pour les proposer en fermage à des agriculteurs. Ces derniers s'engageront sur une production locale, de qualité favorisant l'agriculture biologique.

Nous proposons : la primauté sociale et environnementale

Le profit constitue le moteur du capitalisme et la rentabilité marchande tend donc à devenir la finalité d'une part croissante de l'action humaine. Dans l'action publique, cela conduit le plus souvent à l'effacement de l'intérêt général. L'Etat comme les collectivités locales, sont de plus en plus souvent mis au service des intérêts privés. La déconcentration des services de l'Etat et la Révision Générale des Politiques Publiques en sont souvent les instruments directs. En effet sous prétexte d'«efficacité», le gouvernement supprime chaque année des dizaines de milliers de fonctionnaires et réduit par là même son périmètre et ses capacités d'intervention. A cela s'ajoute le fait que la droite ait introduit le droit d'expérimentation législative dans la constitution. Ainsi chaque collectivité locale pourrait édicter ses propres règles. Dans la gestion du pays, comme dans celle des régions, nous voulons au contraire donner un cadre national à la primauté sociale et environnementale, garante de l'égalité de tous les citoyens.

Cette primauté se retrouvera dans l'ensemble des politiques régionales. Le principe d'égalité du droit à la santé et à un environnement sain pour tous doit être garanti par l'adoption de la charte de l'environnement. Les marchés publics comporteront systématiquement des clauses sociales et environnementales. Rompant avec la logique de guichet, les subventions publiques seront évaluées selon ces mêmes critères. Dans ce cadre nous stopperons les subventions à des entreprises qui licencient. Quand des entreprises jouent la règle du jeu capitaliste, cherchent à comprimer les salaires, se déchargent des coûts environnementaux induits par leur production sur la collectivité, elles n'ont pas à recevoir d'argent public. Lorsqu'à l'inverse, elles cherchent à fonctionner selon des finalités alternatives aux normes capitalistes, elles doivent être aidées. C'est déjà le cas, par exemple, pour celles qui s'appuient sur l'économie solidaire. D'ores et déjà ces entreprises ne peuvent bénéficier de soutien spécifique que si elles respectent un certain nombre de critères sociaux stricts, comme une échelle des salaires ramassée. Nous nous inspirerons de ce dispositif dans les régions. Cela les conduira à soutenir un développement économique vraiment alternatif. A titre d'illustration, elles abondent trop souvent les profits des grands groupes mondialisés, en échange de promesses d'implantation sur leur sol, d'usines de pointe qui déménagent dès qu'elles trouvent moins cher ailleurs.

Dans le cadre de la primauté environnementale, nous voulons engager le débat sur une sortie progressive et raisonnée du nucléaire. Elle sera l'occasion d'exiger un moratoire sur certains chantiers tels que les EPR, afin d'en évaluer l'intérêt à long terme pour l'emploi, le développement économique et l'environnement.

Enfin, nous utiliserons de nouveaux indicateurs pour évaluer l'ensemble des politiques régionales à l'aune des exigences du progrès humain. Ces indicateurs constitueront l'esquisse des nouveaux critères d'évaluation des politiques publiques applicables au plan national. Au-delà du PIB, ils reposeront sur des notions d'utilité sociale et d'exigences écologiques. Une large discussion publique sera organisée autour de la définition de ces indicateurs. Ainsi, la redéfinition des priorités de l'action publique sera un outil de la démocratisation indispensable que nous voulons pour nos régions et l'ensemble des institutions du pays et de l'Europe.

Les politiques que nous voulons mettre en œuvre visent à réduire certains types de déplacements responsables de l'effet de serre (35 % des gaz à effet de serre sont produits par les transports motorisés : voitures, camions, avions. Pour autant, une politique active de lutte contre les déplacements subis doit s'accompagner d'une politique de justice sociale. Les plus démunis et les plus vulnérables ne peuvent être exclus de la mobilité. Nous proposons dans toutes les régions la Gratuité pour les allocataires des minimas sociaux, des travailleurs pauvres et des précaires, les jeunes en formation et scolarisés...

Si l'ensemble des activités doit être mesuré à l'aune de la raréfaction des ressources naturelles, il s'agit également de poursuivre le moratoire sur les OGM et donc de ne pas se limiter à une politique dite de « réparations ». Il faut également limiter, notamment pour des questions de santé publique, les nitrates comme sont aujourd'hui interdits les PCB qui polluent la majeure partie des cours d'eau.

Si le logement ne fait pas partie des compétences obligatoires des régions, c'est une préoccupation majeure pour les citoyens. C'est pour le PG un droit fondamental. Chacun sait que le prix de l'immobilier accentue les inégalités. Comment lutter contre ce qui paraît trop souvent une fatalité ? Les Régions doivent impulser des politiques de relance du logement social. D'abord en assumant de choisir de soutenir les communes qui respectent la loi SRU et en supprimant les subventions aux communes des zones denses ayant moins de 20% de logements sociaux.

Nous apporterons des soutiens juridiques et financiers aux communes qui engagent des politiques volontaristes de lutte contre les inégalités comme celles qui veulent réquisitionner des locaux inoccupés pour faire du logement social.

Dans la même optique du droit à choisir réellement le lieu où l'on vit il s'agit d'utiliser l'outil de la tarification des transports. Ces tarifs calculés aujourd'hui en fonction des distances, seront conditionnés au respect de la loi SRU, de la richesse fiscale de la commune de résidence et de la capacité contributive de chacun. C'est ainsi permettre la mise en place d'un dispositif de lutte contre l'étalement urbain en obligeant à une réelle redistribution des richesses entre les résidents aisés des villes ou zones qui excluent le logement social et les populations de celles qui assument leur part de solidarité.

Nous proposons : la priorité au public

Les caisses sont vides ? Dans les régions, c'est une réalité tant la politique de la droite a organisé méthodiquement leur asphyxie financière. Il faudra donc faire des choix budgétaires, et réallouer certaines dépenses. Le Parti de Gauche fera de l'arrêt des financements régionaux en faveur des services privés concurrents du service public un principe indiscutable.

Défendre le Service public c'est aussi le repenser. Il s'agit de revenir au principe de bien commun, biens de tous. De faire des citoyens, des acteurs des choix qui président à leur organisation et leurs missions. Par ailleurs attachés à l'extension des droits de salariés dans l'entreprise, la place des représentants des salariés doit être garantie, condition de leur pleine association aux décisions.

L'un des piliers des Services publics, c'est l'école de la République. La droite fait tout pour saborder l'Education Nationale au profit de l'enseignement privé confessionnel et des officines de formation privées. Or l'école publique garante de la laïcité est indispensable pour notre « vivre ensemble ». C'est pourquoi nous proposons dans l'enseignement général, technologique et professionnel de privilégier systématiquement l'école de la République dans les budgets des Régions consacré à l'éducation.

Pour le PG l'argent public doit aller à l'école publique. Nous sommes favorables à l'abrogation des lois qui obligent au financement de l'école privée et à l'abrogation du statut particulier né du concordat. Par conséquent d'ores et déjà nous mettrons fin aux subventions facultatives votées en faveur de l'enseignement privé et modifierons les critères d'attribution du « forfait élève ».

La formation professionnelle hors des logiques marchandes. Le soutien intensif à l'apprentissage privé et aux officines privées de formation professionnelle au détriment des établissements publics (AFPA, GRETA, lycées professionnels, apprentissage public...) sera interrompu. Les Régions sont compétentes pour la mise en œuvre des politiques de formation professionnelles. Mais loin de lutter contre l'inégalité d'accès au savoir y compris professionnel, les Régions ont accepté de se soumettre à la logique de la mise en concurrence et de l'appel d'offre. Résultat les formations deviennent une marchandise comme les autres.

Nous proposons de sortir de cette logique en créant à l'échelle des régions des services publics de formation travaillant en synergie entre elles et entre les établissements publics de formations (GRETA, lycées professionnels publics, AFPA) et les organismes de formations issus du paritarisme, de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, une politique en faveur des services publics implique de ne pas participer aux partenariats publics privés encouragés par la loi Liberté Responsabilité Université (LRU) et certains projets inscrits dans les contrats de projets Etat/Région.

Dans le secteur de la santé, l'hôpital public est un bien commun qu'il s'agit de défendre et de protéger. C'est une condition pour assurer dans un cadre national une santé de proximité. Il est donc absolument nécessaire de s'opposer à sa privatisation programmée et aux fermetures annoncées par le gouvernement dans les missions fixées aux Agences Régionales de Santé (ARS). Pour contrer ces politiques, dans les Conseils Régionaux nous devons exclure de fait tout soutien à des financements en faveur des cliniques privées.

Une politique des transports publics suppose l'arrêt de l'ouverture à la concurrence. Nous nous opposerons à ce que les Régions entrent dans le jeu de la directive européenne autorisant la mise en place des procédures concurrentielles.

Si nous savons que la décentralisation, dans ce secteur, n'est pas le seul facteur de désorganisation du service public. En ce sens, il faut revenir sur la désintégration du système ferroviaire avec le choix fait en 1997 d'isoler l'exploitation du réseau, de l'activité de transport elle-même en créant RFF. D'ores et déjà nous devons nous mobiliser contre des choix économiques qui tendent à transformer nos entreprises publiques (SNCF, RATP...) en champions de la conquête de nouveaux marchés. Seule l'organisation en régies publiques, leur permet d'assumer leurs missions au service du public.

Nous exigeons un moratoire sur la fermeture des gares et la réduction des personnels garants de l'accueil et de la sécurité. Une attention particulière sera portée au fret. Pour augmenter ces activités en cohérence avec des politiques écologiques et d'aménagement du territoire, de développement des circuits courts, il est nécessaire de développer des alternatives au tout routier. Nous engagerons un débat citoyen sur la réduction des transports de marchandises.

Nous exigerons surtout que les entreprises publiques (SNCF, RFF...) obtiennent de leur tutelle politique « le gouvernement » les moyens financiers pour assumer leurs missions de Service public. Les Régions n'ont ni la vocation, ni les moyens de se substituer à l'Etat.

Nous proposons : la refondation républicaine des régions

Comment mettre en œuvre un service public de la formation continue quand des directives européennes imposent leur marchandisation ? Comment défendre la présence des services publics dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire quand la droite organise la privatisation et la fermeture des services publics tels que la Poste ? Comment parler de tarification sociale lorsque les outils de sa mise en œuvre sont aujourd'hui soumis à la loi du marché ? Ce n'est plus, de la part de la droite, une accumulation d'attaques détournées, mais une remise en cause violente et globale du pacte républicain, qui bafoue ainsi l'égalité de traitement des citoyens. **Pour faire face à une telle offensive, la plus large mobilisation est nécessaire. Elle suppose l'implication populaire et une autre pratique du pouvoir régional.** Les institutions régionales devront être démocratisées : leur fonctionnement actuel privilégie l'opacité, le pouvoir personnel du président de région, le clientélisme, le cumul des mandats. Les régions doivent être les vecteurs d'une éducation populaire éveillant les consciences civiques. Elles doivent donc d'abord s'ouvrir elles-mêmes et inventer de nouveaux mécanismes de démocratie républicaine.

Les élus du Parti de Gauche considèrent que pour qu'une mobilisation citoyenne soit susceptible de modifier le rapport de force, les régions peuvent et doivent oser s'opposer aux dispositifs législatifs lorsqu'ils ont été imposés sans débat citoyen ... Nous visons là une forme de « désobéissance civique ». La loi est légitime dans la mesure où elle est l'expression de la volonté générale. Nous pourrions donc parfois refuser des lois adoptées dans le dos des citoyens, afin de provoquer le débat public pour remettre au centre l'intérêt collectif face à la satisfaction des intérêts privés.

La gauche a su en son temps faire voter des mesures comme que le quotient familial alors que celui-ci était considéré comme illégal au nom de l'égalité des citoyens ! La confrontation ne peut pas se limiter au terrain juridique, il doit s'appuyer sur l'implication citoyenne et populaire, seule à même de modifier le rapport de force.

De telles politiques régionales se heurteront bien sûr aux orientations mises en œuvre par le gouvernement de droite comme par l'Union européenne. Nous l'assumons. Non pas que le Parti de Gauche serait favorable à des législations régionales. Celles-ci constitueraient de redoutables remises en cause de l'égalité républicaine. Lorsque nous refuserons d'appliquer telle ou telle loi ce ne sera pas au nom d'une spécificité régionale mais au nom de l'intérêt général, s'inscrivant dans l'esprit du Conseil National de la Résistance. Ce ne sera pas pour échapper à la loi mais pour anticiper son changement. En cela, nous sommes fidèles à la constitution jacobine de 1793, qui rappelait le devoir d'insurrection des citoyens et donnait la possibilité à un nombre suffisant de collectivités locales de contester une loi qui leur apparaissait injuste.

Nous pratiquerons notamment cette désobéissance civique face aux règlements européens absurdes qui cherchent à imposer aux collectivités locales le principe de concurrence « libre et non faussée », malgré son rejet par le peuple français en 2005. Nous n'acceptons ni la logique de mise en concurrence des services publics, ni la marchandisation de biens et de secteurs relevant du bien commun. Alors nous nous y opposerons. Pour nous, en région républicaine, l'égalité est le but permanent de l'action publique. Le projet régional doit se mettre au service de la nouvelle émancipation dont l'humanité a besoin face au capitalisme déchu et au productivisme.